

Un triple A peut en cacher un autre

La Chambre de commerce présente une centaine de propositions au futur gouvernement

Luxembourg. Après les «30 Glorieuses» et les «20 Splendides», après les années de triple A, la Chambre de commerce a présenté hier matin son... triple A pour «l'Entreprise Luxembourg». La couleur (orange) de la couverture de ce catalogue d'une centaine de propositions, adressées en primeur au formateur du gouvernement, Xavier Bettel, et présentées officiellement hier après-midi aux négociateurs, n'a rien à voir avec un quelconque clin d'œil à un parti de la coalition sortante. La Chambre de commerce semble même avoir clairement tiré un trait sur les années Juncker.

«Nous devons évidemment conserver notre triple A», a ainsi expliqué le directeur général de l'institution, Pierre Gramegna. «Mais nous tourner vers une politique économique ambitieuse.»

Avec un premier A pour ambition, à court terme et à moyen et long termes, «ce que nous avons délaissé ces trois dernières années», a-t-il dit. Un deuxième A pour anticipation des problèmes et des niches



Le directeur général de la Chambre de commerce, Pierre Gramegna, entouré par Carlo Thelen et Annabelle Dullin, a présenté plus de cent idées de réformes à mener à court, moyen et long termes.

(PHOTO: GUY JALLAY)

auxquels le Luxembourg va se retrouver confronté dans un univers concurrentiel international. «Si les perspectives de la Commission européenne semblent encore cor-

rectes en 2014, 2015 devrait être beaucoup plus difficile. Il y a des pistes sur lesquelles nous devons travailler pour qu'au côté de la place financière, le Luxembourg devienne

un laboratoire européen. Surtout que se profile une nouvelle fois la présidence de l'Union européenne en 2015. Et puis il y a un déficit démocratique que nous devons traiter de manière proactive avant que cela ne devienne intenable!»

Et un dernier A pour assainissement ou «faire mieux avec moi» en sortant d'un modèle de croissance extensive. «Par exemple, la tripartite doit prendre un nouveau départ autour de deux thèmes: la compétitivité et le chômage. En terme de finances publiques, nous vivons au-dessus de nos moyens. Le déficit atteint un milliard d'euros. Mais si le dispositif en faveur du commerce électronique s'arrêtait en 2015, cela verrait le déficit passer à 2 milliards d'euros. Il y a enfin des problèmes d'éducation et de formation, de gouvernance à améliorer.»

Dans ce plan AAA, ou d'urgence, citons des pistes assez connues comme la loi sur les faillites, la loi omnibus, une réforme du permis de travail, le quatrième plan PME, le développement des datacenters et

des capacités d'accueil en matière de santé, le développement de la logistique, la désindexation généralisée de l'économie, une vaste réforme fiscale, la réduction automatique de 1,5 % des moyens budgétaires de l'Etat chaque année, la règle d'or, la mise en place de deux filières linguistiques d'enseignement, une réforme de l'apprentissage, une lutte accrue contre l'absentéisme ou encore le chèque logement, la multiplication des logements sociaux ou le véritable développement d'une filière énergétique et environnementale, un «Nation Branding», etc.

Les idées ne manquent pas. «Elles sont très souvent interconnectées», a pris soin de conclure le directeur général de la Chambre de commerce. Comme pour dire que picorer une idée ici ou là ne donne jamais une cohérence d'ensemble à une volonté de changement. (T. L.)

Pour retrouver l'intégralité des
http://www.cc.lu/uploads/media/AT15_Ent_3.0_2013_11_06.pdf